



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

CES/2005/40
30 mai 2005

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

**COMMISSION DE STATISTIQUE et
COMMISSION ÉCONOMIQUE
POUR L'EUROPE**

**OFFICE STATISTIQUE DES
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
(EUROSTAT)**

**CONFÉRENCE DES STATISTICIENS
EUROPÉENS**

**ORGANISATION INTERNATIONALE
DU TRAVAIL**

Cinquante-troisième réunion plénière
Genève, 13-16 juin 2005

**RAPPORT DU SÉMINAIRE SUR LA QUALITÉ DU TRAVAIL,
ORGANISÉ CONJOINTEMENT PAR LA CEE, LE BIT ET EUROSTAT
EN MAI 2005**

Établi par le secrétariat de la CEE

INTRODUCTION

1. Le séminaire CEE/BIT/Eurostat sur la mesure de la qualité du travail s'est tenu du 11 au 13 mai 2005 à Genève. Y ont participé des représentants des pays suivants: Bulgarie, Canada, Danemark, Espagne, Estonie, Fédération de Russie, Finlande, Hongrie, Italie, Kazakhstan, Lettonie, Lituanie, Moldova, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Slovénie, Suisse, Turquie et Ukraine. La Commission européenne était représentée par Eurostat et la Direction générale de l'emploi. La Commission économique pour l'Europe, le Bureau international du Travail (BIT), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la Banque des règlements internationaux ainsi que la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail étaient également représentés. Un expert de l'ISFOL (Italie) a participé au séminaire sur l'invitation du secrétariat.
2. M. Johan van der Valk (Pays-Bas) a été élu Président du séminaire.

3. Les thèmes suivants ont été examinés, sur la base de 20 communications sollicitées et de 4 documents d'appui:

Thème 1: Qualité du travail et travail décent: cadres conceptuels et méthodes de collecte des données

Première séance: Cadres et aspects conceptuels de la qualité du travail

Exposés présentés par le BIT, la Direction générale de l'emploi de la Commission européenne, l'OCDE et la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail.

Intervenants: M^{mes} Federica Pintaldi et Giorgia Brown (ISTAT) (Italie).

Deuxième séance: Indicateurs de la qualité du travail

Exposés présentés par le BIT, la République de Moldova, Eurostat et l'Ukraine.

Intervenant: M. Peter Peek (BIT).

Troisième séance: Méthodes de collecte des données

Exposés présentés par le BIT, le Canada et la Finlande.

Document d'appui de l'Italie.

Intervenant: M. Farhad Mehran (BIT).

Thème 2: Accès au marché du travail, exclusion sociale, chômage de longue durée et emploi des jeunes

Quatrième séance: Accès au marché du travail, exclusion sociale, chômage de longue durée et emploi des jeunes

Exposés présentés par la Pologne, la Hongrie et la Russie.

Document d'appui de la Bulgarie.

Intervenant: M. Ralf Hussmanns (BIT).

Thème 3: Conditions d'emploi laissant à désirer

Cinquième séance: Type de contrat et nombre excessif d'heures de travail

Exposés présentés par la Slovénie, les Pays-Bas et l'Italie.

Document d'appui de l'Espagne.

Intervenant: M. Omar Hardarson (Eurostat).

Sixième séance: Flexibilité du marché du travail et sécurité d'emploi

Exposés présentés par le BIT, l'Italie et l'Ukraine.

Intervenant: M. Geoffrey Bowlby (Canada).

Document général d'appui pour le séminaire soumis par l'Azerbaïdjan.

4. Tous les documents et exposés présentés au séminaire sont affichés sur le site Web de la CEE, à l'adresse suivante: <http://www.unece.org/stats/documents/2005.05.labour.htm>

RÉSUMÉ DES DÉBATS ET DES PRINCIPALES CONCLUSIONS DU SÉMINAIRE

Thème 1: Qualité du travail et travail décent: cadres conceptuels et méthodes de collecte des données

Première séance: Cadres et aspects conceptuels de la qualité du travail

5. Les participants ont examiné plusieurs cadres présentés par la Commission européenne, la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail et le BIT. Ils ont également étudié les liens entre la qualité du travail et les statistiques du temps de travail.

Le Groupe de Paris s'occupe d'aspects particuliers de la qualité du travail dans le cadre de ses activités actuelles concernant la mesure du temps de travail.

6. Les cadres n'ont pas besoin d'être identiques, mais les éléments communs doivent être cohérents et les liens doivent être renforcés. Leur degré d'intégration est inégal et il faut s'attendre à des révisions. Il serait donc souhaitable à l'avenir de mettre l'accent sur l'établissement d'un cadre commun répondant aux besoins des institutions internationales et des États membres. Il a également été question de la terminologie à utiliser pour décrire les éléments et les indicateurs d'un tel cadre général afin d'éviter dans toute la mesure possible les jugements de valeur.

7. Pour mesurer la qualité du travail, il pourrait être utile de se fonder non seulement sur des enquêtes classiques comme l'enquête sur la population active, mais aussi sur des indicateurs du droit du travail tenant compte de l'évolution de la législation. Cela pose cependant certains problèmes car les travailleurs ne sont pas tous couverts et il est difficile de savoir si la législation est enfreinte.

8. Les participants ont étudié les avantages et les inconvénients de l'utilisation d'indicateurs synthétiques pour évaluer la qualité du travail. Les difficultés soulevées par le choix des indicateurs et de la méthode de pondération ainsi que les problèmes d'interprétation militent contre l'emploi de tels outils. On a besoin d'indicateurs multiples et, entre autres, d'indicateurs contextuels.

Deuxième séance: Indicateurs de la qualité du travail

9. L'UE, le BIT et les États membres ont besoin d'indicateurs statistiques spéciaux de la qualité du travail et du travail décent. Ces deux notions se recoupent. Il faut s'entendre sur les priorités pour l'établissement d'une série d'indicateurs convenus permettant de mesurer la qualité du travail. Le cadre conceptuel dans ce domaine doit être plus structuré et plus simple.

10. Les participants ont jugé inutiles certains qualificatifs employés pour désigner les indicateurs et les cadres conceptuels, lesquels devraient avoir des appellations plus neutres, comme celles qu'utilise l'UE. Dans le même ordre d'idées, on a exprimé l'opinion que la notion de «travail décent» devrait être revue et rebaptisée.

11. En ce qui concerne la formation en cours d'emploi, les travailleurs risquent de la voir d'un mauvais œil, c'est-à-dire de la considérer comme un facteur de stress. Il semble nécessaire de mesurer son utilité au cas par cas.

Troisième séance: Méthodes de collecte des données

12. Cette séance a été axée sur les méthodes déjà utilisées par les institutions internationales et les services nationaux de statistique pour mesurer la qualité du travail. Comme l'a souligné l'intervenant, il ressort des communications que ces méthodes sont très diverses, alors que pour de nombreux autres aspects du marché du travail le degré d'harmonisation est bien plus grand. Les exposés et les débats ont également mis en lumière de nombreuses questions qui méritent d'être examinées plus avant. Par exemple, quand on fournit des statistiques de la qualité du travail, il conviendrait de distinguer entre les données officielles et les données issues de la recherche.

13. L'Enquête sur la population active constitue le principal outil d'évaluation des indicateurs du marché du travail, et notamment de la situation en matière d'emploi et de chômage. Elle fournit des données utiles sur la qualité du travail. Pendant les débats, on a souligné qu'il était important d'établir et d'analyser des données statistiques sur tous les aspects de l'emploi, y compris le travail indépendant.

14. Il pourrait être intéressant de mettre en balance les différents aspects de la qualité du travail. Il arrive souvent que l'amélioration d'un indicateur soit contrebalancée par la détérioration d'un autre. Les participants ont indiqué qu'ils avaient pris des mesures pour que les indicateurs les plus utiles soient employés. Il importe aussi d'étudier comment les pouvoirs publics et les intéressés utilisent les données dans la pratique.

15. Il a été question du décalage entre les compétences professionnelles requises et les qualifications des travailleurs. Il convient d'étudier plus avant la validité de mesures objectives et subjectives. L'analyse des résultats d'une enquête faite en Finlande révèle des différences très sensibles dans l'autoévaluation de ce décalage entre les hommes et les femmes. Dans de nombreux pays, l'enseignement supérieur a évolué et les universités acceptent une proportion encore plus élevée de chaque cohorte d'âge. Cette évolution ne se traduit pas forcément par une augmentation de la demande de personnes ayant fait des études supérieures sur le marché du travail.

Thème 2: Accès au marché du travail, exclusion sociale, chômage de longue durée et emploi des jeunes

Quatrième séance: Accès au marché du travail, exclusion sociale, chômage de longue durée et emploi des jeunes

16. Pendant le débat général, on a signalé que l'emploi dans la production domestique de biens agricoles était plus répandu dans certains pays de la CEE comme la Fédération de Russie ou la République de Moldova que dans d'autres.

17. La façon dont les pays classent les personnes en congé parental de longue durée au regard de l'activité, en particulier les femmes, se répercute aussi sur la comparabilité internationale des statistiques de la population active. On a suggéré que les organisations internationales rassemblent et diffusent des renseignements sur la manière dont les pays, dans leurs statistiques de la population active, classaient les personnes en congé parental, et qu'elles œuvrent à l'établissement d'une directive commune à ce sujet.

18. Des précisions ont été demandées sur la définition statistique de l'emploi informel approuvée à la dix-septième Conférence des statisticiens du travail (2003) et sur les problèmes rencontrés pour le mesurer dans les enquêtes sur la population active. On a indiqué que, conformément à la définition internationale, il convenait de distinguer entre l'emploi dans le secteur informel et l'emploi informel dans le secteur formel. On a cité l'exemple de la République de Moldova, qui rassemblait des données sur l'un et l'autre.

Thème 3: Conditions d'emploi laissant à désirer

Cinquième séance: Type de contrats et nombre excessif d'heures de travail

19. Pendant la séance, les participants ont examiné les conclusions d'études sur certains aspects des conditions d'emploi, en particulier le type de contrat, le nombre excessif d'heures de travail et le sous-emploi. La diversité des contrats de travail dépend de la capacité des intéressés de s'adapter aux contraintes liées à leur propre situation. Le contexte historique influe aussi sur la répartition des pratiques. D'une façon générale, les travailleurs souhaitent avoir un contrat permanent et des horaires de travail relativement stables.

20. Les participants ont souligné l'importance du travail flexible et de l'emploi à temps partiel. Les travailleurs qui ont des enfants à élever jugent important de pouvoir choisir de travailler à temps complet ou à temps partiel. Il faut faire des recherches sur la façon dont les gens concilient leur vie professionnelle et leur vie familiale. Les participants ont souligné que les parents qui travaillaient n'étaient pas toujours en mesure de profiter des contrats réduits prévus par la loi.

Sixième séance: Flexibilité du marché du travail et sécurité de l'emploi

21. Les participants ont noté que la précarité de l'emploi allait augmentant, une part croissante de la population active n'ayant pas un travail stable et de plus en plus de travailleurs ne jouissant d'aucune protection dans ce domaine. Les travailleurs sont aussi plus nombreux à devoir changer d'emploi et acquérir de nouvelles compétences professionnelles.

22. La classification de l'emploi atypique fondée sur l'expérience italienne enrichirait les outils classiques de mesure des aspects qualitatifs du travail. Il convient d'établir un lien entre cette classification et la qualité du cadre de travail.

23. Outre les enquêtes sur la population active, les enquêtes auprès des entreprises peuvent fournir des renseignements utiles sur la qualité du travail. L'expérience de l'Ukraine en est un bon exemple.

TRAVAUX FUTURS

24. De l'avis général, les notions de qualité du travail et de travail décent, qui reflètent les priorités de la politique sociale de l'Union européenne et du programme du BIT pour un travail décent, se manifestent sous des aspects et par des indicateurs qui sont liés, se recoupent et sont cohérents.

25. Les participants au séminaire ont recommandé que le BIT, avec la participation de la CEE, d'Eurostat et d'experts des pays membres de la Commission, constitue une équipe spéciale restreinte en vue: 1) de mettre au point un cadre conceptuel convergent reprenant les deux

paradigmes du BIT et de l'UE et tenant compte des travaux conceptuels de la Fondation européenne; ii) d'établir une terminologie appropriée ainsi qu'une série d'indicateurs statistiques pour mesurer les aspects qualitatifs du travail et de l'emploi. Ces activités devraient tenir compte des travaux effectués par le BIT, Eurostat, l'OCDE, les services nationaux de statistique et d'autres groupes et mécanismes sur la mesure du temps de travail, pour assurer la cohérence et la coordination des différents aspects de la qualité du travail.

26. Les participants ont recommandé qu'un nouveau séminaire CEE/BIT/Eurostat sur la qualité du travail soit organisé dans environ deux ans, pour étudier les résultats des travaux de l'équipe spéciale, sous réserve de l'approbation de la Conférence des statisticiens européens et de son bureau.

27. Les participants ont également recommandé que les institutions concernées commencent à planifier et à préparer cette réunion dès 2006 et qu'un comité d'organisation soit créé pour leur faciliter la tâche.

ADOPTION DU RAPPORT

28. Les participants ont adopté le rapport du séminaire à la dernière séance.
